



Les démographes européens à Paris

Paris accueille du 21 au 25 octobre 1991 le Congrès Européen de Démographie, organisé en commun par l'Association Européenne pour l'étude de la Population (AEEP), l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP) et l'Institut national d'études démographiques (INED), qui réunit quatre cents participants, en provenance de toute l'Europe.

Le congrès donne lieu à la publication d'Actes reproduisant les contributions des organisateurs de séance et d'un ouvrage réunissant les analyses de la situation démographique des divers pays d'Europe. Rédigées par des démographes de chaque pays, ces études dressent le bilan d'un siècle d'évolution démographique et examinent les perspectives d'avenir.

Le premier texte ci-après reprend des extraits de la préface à l'ouvrage sur l'Europe, préparé par Jean-Louis Rallu et Alain Blum, chargés de recherche à l'INED, respectivement coordonnateur de l'ouvrage et secrétaire général du comité d'organisation.

Le second texte présente le numéro que la revue Population consacre à la démographie des pays d'Europe centrale et orientale. Il a été préparé par Alain Monnier, directeur de recherche à l'INED, qui a assuré la coordination de ce numéro spécial. Par cette livraison de Population, l'institut entend saluer la venue à Paris d'un nombre important de collègues d'Europe de l'Est.

*Gérard CALOT
Directeur de l'INED, Président de l'AEEP*



Si avec 790 millions d'habitants (2), y compris l'URSS (501 millions sans l'URSS), l'Europe est appelée à voir sa part dans la population mondiale diminuer — d'environ 15 % actuellement à 10 % en 2025 —, une grande partie de l'idéologie s'y crée encore et l'avenir des relations nord-sud, imposées par la démographie du siècle prochain, passe en partie par l'Europe. Deux guerres mondiales à un quart de siècle de distance ont montré que l'équilibre du monde dépend pour beaucoup de la situation en Europe.

Avant 1950

L'Europe a connu au XIX^e siècle et jusqu'au XX^e siècle des transitions de la fécondité et de la mortalité dans le cadre de différences nationales et régionales très marquées. La baisse de la fécondité fut plus précoce à l'ouest et au nord qu'à l'est et au sud, selon la composition de la population et la rapidité du développement économique. L'amélioration des conditions sanitaires et le recul des maladies infectieuses se sont aussi produits de façon très variée selon les régions.

Le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle virent des migrations très importantes en Europe et au départ d'Europe vers l'Amérique du nord, l'Amérique du sud et le Pacifique.

Les importantes différences observées dans la fécondité et la mortalité dans la première moitié du XX^e siècle résultent largement de ces divers états d'avancement dans la transition démographique. Cette période fut aussi celle, dans les années 1920 et 1930, du premier choc économique moderne se répercutant à grande échelle sur la démographie.

Depuis 1950

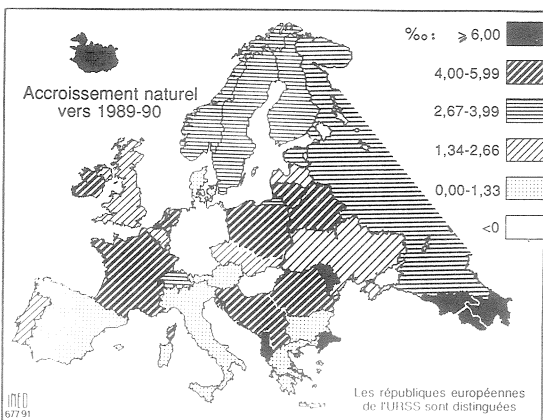
Au cours des dernières décennies, la fécondité est retombée au-dessous du remplacement des générations de manière durable dès les années 1960 ou même 1950 en Europe de l'est, à partir de la fin des années 1960 ou des années 1970 en Europe du nord et de l'ouest et au cours des années 1980 dans l'Europe du sud, à l'exception de quelques rares pays. Bien que la fécondité se

(2) Avec la Turquie, 846 millions.

sont plus ou moins stabilisée à ces bas niveaux, souvent depuis plus d'une décennie, ces changements ne sont pas nécessairement irréversibles. Plusieurs démographes estiment que la fécondité pourrait remonter dans les années 1990, et les évolutions les plus récentes dans un certain nombre de pays — certes encore peu nombreux — vont dans ce sens. Il semble cependant exclu qu'on retrouve dans un futur proche les niveaux de fécondité de la période du baby-boom qui, outre les variations de calendrier, reflétaient un modèle de fécondité où la part des familles de trois enfants et plus était encore élevée. Les conditions économiques qui prévalent actuellement, la nécessité d'une scolarité de plus en plus longue — allongée encore par la crise de l'emploi — ont pour conséquence un coût élevé de l'enfant, très dissuasif de la constitution de familles nombreuses.

La solution du problème des retraites tel qu'il va se poser dans les deux ou trois prochaines décennies ne résulte pas de l'évolution de la fécondité future mais de l'évolution de la fécondité passée, conjuguée à celle de la mortalité. Cependant ce sont les structures de population héritées des évolutions irrégulières de la fécondité passée — générations des guerres, de la crise des années 1930, des fascismes, du baby-boom et de la dénatalité enfin — qui seront les plus difficiles à gérer. Il faudra donc trouver des solutions économiques au second problème démographique récent qu'est le vieillissement de la population, phénomène où l'allongement de l'espérance de vie, notamment aux âges élevés, joue un rôle important, en liaison avec les progrès de la médecine et les conditions économiques permettant les nouvelles découvertes et leur application à grande échelle.

Les changements récents de la nuptialité et de la divortialité, avec éventuellement leur corollaire qu'est l'augmentation de la fécondité hors mariage, s'ils ne marquent pas dans l'absolu la fin du mariage en tant qu'institution sociale, encore moins celle de la vie en couple, n'en posent pas moins des problèmes sociaux d'une part et techniques d'autre part, pour l'étude des phénomènes démographiques, rendant nécessaire la mise en œuvre de méthodes nouvelles.



L'équilibre européen à l'intérieur...

La constitution progressive d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural — ou au Pacifique — va probablement s'accompagner de mouvements migratoires intra-européens — en Europe centrale et du sud — nouveaux non pas tant dans leur direction que dans leur possible ampleur. Ces migrations peuvent être localement bénéfiques et leur importance économique et sociale pourrait être considérable. Cependant elles ne changeront rien à la structure par âge de la population européenne dans son ensemble et aux conditions économiques globales qui lui sont liées. Le développement égal des régions d'Europe est une tâche prioritaire pour les toutes prochaines années.

... et à l'extérieur

Cette étape acquise, se reposera, s'il doit jamais cesser de se poser, le problème des migrations trans-méditerranéennes. Car l'Europe, ancienne terre d'émigration, est devenue un continent d'immigration. C'est dans ce domaine que l'Europe peut aider à assurer un équilibre mondial englobant les trois continents qu'aucun mer ne sépare complètement. L'avenir de ces migrations est étroitement lié à l'évolution démographique future des pays d'origine des migrants, dont la relation avec le développement économique a été mainte fois abordée, ce qui ne doit pas, pour autant, nous faire oublier notre devoir d'aider les pays en développement. Cependant la situation économique et politique des pays d'accueil a aussi son importance dans la direction et l'importance numérique de ces mouvements.

Les politiques

Des législations à caractère démographique ont été adoptées par plusieurs pays dans des domaines aussi divers que la nuptialité, le divorce, la fécondité, l'avortement et les migrations. Si les effets à long terme des politiques démographiques sur la fécondité sont toujours l'objet de débats, plusieurs démographes commencent à préconiser des « politiques du vieillissement » visant à modifier la répartition de la richesse nationale entre les générations. Dans le domaine des migrations, les législations ont des conséquences beaucoup plus rapides et mesurables, même s'il existe une immigration clandestine. C'est aussi dans ce domaine que l'harmonisation des législations au niveau régional est sans doute la plus nécessaire.

Mais l'Europe — confrontée à la faible fécondité, au vieillissement, à des différences régionales importantes et au voisinage du continent le plus pauvre de la planète — ne doit pas se replier sur elle-même. Elle doit intégrer coopération et migrations de façon à réaliser un développement équilibré de ses régions et des continents qui l'entourent.

Conjoncture politique et démographique en Europe centrale et orientale

Les changements politiques en Europe de l'Est et en Union Soviétique renouvellent la vision des grandes lignes de partage entre États européens. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il était courant de se référer à trois unités géo-politiques : l'Union Soviétique, l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. La division de l'Europe entre l'Est et l'Ouest s'est effacée dans les derniers mois de 1989, à la suite de changements politiques accompagnés de mouvements migratoires. La frontière occidentale de l'Union Soviétique, est déjà modifiée, en cet automne 1991, par la constitution des trois États baltes et remise en question par les déclarations d'indépendance des républiques frontalières : Ukraine, Moldavie et Biélorussie. Resurgissent par ailleurs divers conflits nationaux, en particulier en Yougoslavie, le long des anciennes frontières des empires austro-hongrois et ottoman, susceptibles d'entraîner une redéfinition des limites de différents États. Le tableau 1 donne quelques éléments disponibles sur la carte démographique de l'Europe en gestation.

Le partage de l'Europe entre Est et Ouest reflétait davantage le rapport des positions militaires et des marchandages politiques entre les puissances victorieuses, en 1945, que des réalités géographiques, historiques ou culturelles. L'Europe de l'Est, constituée d'États qui appartenaient soit à l'Europe centrale (Pologne, Allemagne de l'Est, Hongrie et Roumanie), soit aux Balkans (Albanie, Bulgarie, Yougoslavie), pour reprendre les divisions classiques des géographes, peuplée de catholiques, de protestants, d'orthodoxes, de musulmans, est tout aussi hétérogène que l'Europe de l'Ouest.

L'Europe de l'Est, différente et diverse

Un numéro spécial de *Population* (3, 1991) montre comment, et au-delà de cette diversité, l'Europe de l'Est apparaît aujourd'hui différente, au terme de 45 années qui ont marqué son évolution démographique (1).

Dans les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, les pays ou régions qui constitueront l'Europe de l'Est appartiennent pour la plupart à cette vaste zone s'étendant de la Baltique à la péninsule ibérique, où la fécondité et la mortalité demeurent élevées, par rapport à la France, au Royaume-Uni, aux pays scandinaves ou à la Suisse. Toutefois, dans la partie orientale de l'Allemagne (qui deviendra la République Démocratique Allemande), et en pays tchèque, prévalent une fécondité et une mortalité sensiblement plus basses, qui les rapprochent davantage de

l'Allemagne occidentale ou de l'Autriche que de la Pologne, de la Roumanie ou de la Bulgarie. En effet, tous ces pays sont déjà engagés dans la transition démographique (2), mais depuis des dates variables : la fécondité a commencé à baisser depuis, successivement, 1870 en pays tchèque et dans la partie orientale de l'Allemagne, 1900 en Hongrie et Slovaquie, 1910 en Pologne, 1920 en Bulgarie et Roumanie (Z. Pavlik, *Les tendances démographiques longues en Europe de l'Est*). Ce sont ces décalages qui expliquent les différences de fécondité, dans les années 1930, entre les pays d'Europe de l'Est. A la même époque, on observait également des écarts importants de mortalité, la vie moyenne (sexes réunis) atteignant 53,5 ans en Tchécoslovaquie, mais seulement 42 ans en Roumanie (58 ans en France).

Au cours des vingt années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, les différences de fécondité et de mortalité se réduisent dans l'ensemble de l'Europe, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. La fécondité européenne, au début des années 1960, apparaît ainsi relativement homogène. La descendance des générations qui atteignent, à cette époque, l'âge moyen à la maternité (les femmes nées vers 1935) est comprise entre 2 enfants par femme (Hongrie, Bulgarie) et 2,8 (Portugal) (3). Les pays d'Europe de l'Est se partagent en pays à faible fécondité — certains ont les plus faibles fécondités au monde (Hongrie et Bulgarie) —, et pays à forte fécondité (Yougoslavie, Pologne) : ils demeurent relativement divers, au sein d'une Europe plus homogène. Ainsi est-il difficile de distinguer alors, en matière de fécondité, des « régions » européennes, et à plus forte raison une Europe de l'Est, différente d'une Europe de l'Ouest : la fécondité des Françaises égale celle des Polonaises, et celle des Tchèques est à peine inférieure à celle des Danoises.

Dans le même temps (de 1945 à 1965 approximativement), les différences de mortalité s'atténuent également. Le grand mouvement de baisse de la mortalité résultant du recul spectaculaire de la mortalité infectieuse, lié à la diffusion des antibiotiques, a été plus important dans les pays où elle sévissait encore fortement (notamment l'Europe de l'Est) que dans ceux où elle avait déjà reculé (pays scandinaves).

Depuis une vingtaine d'années, enfin, l'évolution de la fécondité et de la mortalité a suivi en Europe de l'Est un cours différent de celui observé à l'Ouest.

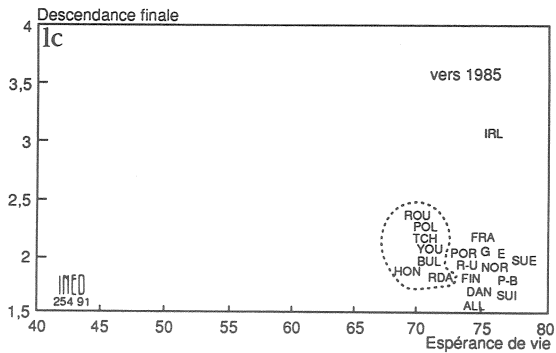
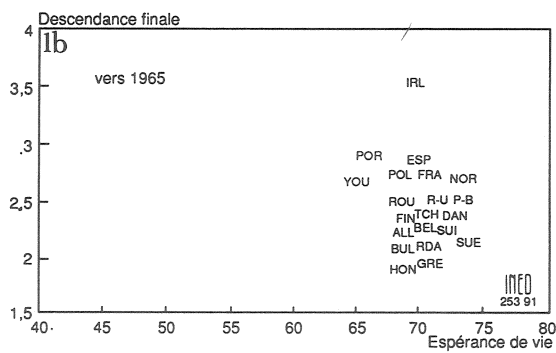
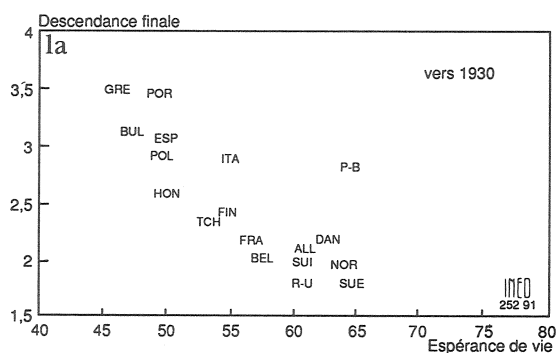
(2) Passage d'un régime démographique caractérisé par une forte fécondité et une mortalité élevée à un régime de basse fécondité et de faible mortalité.

(3) En ne tenant compte ni de l'Albanie (6 enfants par femme) ni de l'Irlande (3,5).

(1) Comme elles ont marqué l'économie, les structures spatiales, l'écologie etc., cf. par exemple Violette Rey, « Après l'Europe de l'Est », *L'espace géographique*, n°1, 1990-1991.

Les variations chaotiques de la fécondité en Europe de l'Est, provoquées par les différentes interventions de l'État essentiellement en matière d'avortement, contrastent avec l'évolution dominante à l'Ouest, où la baisse profonde, à partir de 1965, a été suivie d'une relative stabilisation (P. Festy, *La fécondité en Europe de l'Est depuis 1950*). Ces mouvements conjoncturels de la fécondité se sont traduits par un maintien des descendance des générations à l'Est, et par une baisse à l'Ouest. Ainsi, à la fin des années 1980, tous les pays d'Europe de l'Est (à l'exception de la RDA) se situaient-ils dans la première moitié du classement des pays d'Europe selon le nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes nées en 1955, et cinq d'entre eux figurent dans les six premières places.

L'évolution de la mortalité, à l'inverse, a relégué tous les pays d'Europe de l'Est aux dernières places du classement. Dans un seul pays d'Europe de l'Ouest, le Portugal, l'espérance de vie à la naissance est actuellement inférieure à 70 ans ; dans tous les pays d'Europe de l'Est, elle est en deçà de cette valeur. Pour les femmes, le clivage est encore plus net : aucune vie moyenne



supérieure à 76 ans à l'Est, aucune inférieure à 77 ans à l'Ouest. Depuis les années 1970, en effet, des progrès sensibles dans la lutte contre les maladies de dégénérescence, et en particulier contre les maladies de l'appareil circulatoire, ont été enregistrés dans tous les pays d'Europe, sauf à l'Est, où il y a eu au contraire aggravation de ces causes (F. Meslé, *La mortalité dans les pays d'Europe de l'Est*).

Le graphique 1a, 1b, 1c, où chaque pays est situé en fonction de la longévité et de la fécondité qui y étaient enregistrées respectivement vers 1930, 1965 et 1985, illustre cette évolution. La configuration relativement ordonnée du graphique 1a cède la place, sur le graphique 1b, à une nébuleuse de points, où l'Europe de l'Est ne se distingue qu'au cours des vingt dernières années (graphique 1c).

D'autres exemples de ce mouvement de différenciation peuvent être trouvés. Ainsi, les pays d'Europe de l'Est sont restés relativement à l'écart du grand mouvement de transformation de la famille qui a affecté tous les pays d'Europe de l'Ouest, sous des formes diverses, depuis une vingtaine d'années (J.-P. Sardon, *Mariage et divorce en Europe de l'Est*). Le recul de la nuptialité y a été moins important, la cohabitation y demeure un phénomène très marginal, de même que les naissances hors mariage (sauf en RDA, pour des raisons spécifiques). L'Europe de l'Est occupe ainsi une position originale dans une Europe où l'on peut schématiquement distinguer, selon le degré de contestation de l'institution matrimoniale, des pays où la baisse de la nuptialité s'est accompagnée d'un développement de la cohabitation et d'une multiplication des naissances hors mariage (pays nordiques, France, Angleterre), des pays où la cohabitation s'est assez largement substituée au mariage, sans que pour autant augmentent les naissances en dehors du mariage (Allemagne et Suisse notamment) et des pays où la cohabitation sans mariage demeure marginale, bien que la baisse de la nuptialité y ait été sensible (pays du sud de l'Europe).

Différente, l'Europe de l'Est est néanmoins très diverse. D'abord en raison de la complexité de l'histoire de cette région. La présence musulmane dans les Balkans est une des manifestations de cette diversité, qui n'est pas sans se refléter dans les comportements démographiques. Ainsi, la fécondité des musulmans est sensiblement plus élevée, dans chaque pays, que celle de leurs compatriotes non musulmans, probablement davantage en raison d'une réaction de minorité menacée (Turcs en Bulgarie, Albanais en Yougoslavie) que par respect de préceptes religieux (4) (Y. Courbage, *Les transitions démographiques des musulmans en Europe orientale*). Au cours des quarante-cinq dernières années, des voies diverses ont été suivies par les pays d'Europe de l'Est. Les divergences profondes entre la Yougoslavie

(4) Il n'existe d'ailleurs plus, notamment à la périphérie du monde musulman, de fécondité spécifiquement musulmane.

ou l'Albanie et les autres pays sont bien connues. Elles ne portaient pas seulement sur la politique internationale, mais aussi sur l'organisation de la société. Des différences sensibles, notamment dans des domaines susceptibles d'exercer une influence démographique (politiques de population, statut de la femme...), existaient également entre les pays les plus intégrés au camp socialiste, notamment sous l'égide du CAEM (5).

La conjonction de ces particularismes anciens et de ces différences récentes explique bien des aspects de la diversité démographique que l'on observe en Europe de l'Est, même s'agissant de phénomènes où s'affirme le plus clairement la différence par rapport à l'Europe de l'Ouest. Ainsi, l'analyse de la structure de la mortalité selon la cause du décès amène-t-elle à distinguer la Roumanie et la Bulgarie des autres pays de l'Est, en raison d'une fréquence particulièrement élevée des décès par maladies de l'appareil circulatoire, et particulièrement faible des décès par tumeurs.

Changements politiques et changements démographiques

Les arguments avancés en général pour expliquer la divergence des évolutions démographiques à l'Est, renvoient en dernière analyse à des choix politiques généraux : mise en œuvre de mesures natalistes, carences du système de santé, industrialisation extensive. L'originalité démographique de l'Europe de l'Est serait ainsi à la mesure de la spécificité des modèles de développement socio-économique qui y ont été appliqués pendant quarante-cinq ans.

Les changements politiques intervenus, en créant de nouvelles conditions, peuvent infléchir l'évolution des comportements démographiques en Europe de l'Est. L'attention des observateurs se portera notamment sur quatre thèmes :

— les **migrations** : après les mouvements importants de 1989, les migrations se sont sensiblement ralenties, à l'exception de l'Albanie, où les tentatives de départs se sont heurtées à l'impossibilité de trouver un pays d'accueil. Les difficultés économiques et sociales que connaissent les pays d'Europe de l'Est pourraient, notamment si elles s'aggravaient, susciter de nouveaux départs. L'ampleur de ces migrations dépendra peut être moins des aspirations au départ que des possibilités d'accueil (et en premier lieu d'emploi) dans les pays les plus industriels du continent. Pour le moment, ces possibilités sont limitées et aucun gouvernement ne semble prêt à admettre une immigration importante en provenance de l'Europe de l'Est, et encore moins à tolérer une immigration clandestine. Par ailleurs, les tendances nationalistes qui se font jour pourraient être à l'origine de migrations internes en Europe Centrale, dans les Balkans et en Union Soviétique.

— les **changements institutionnels**, notamment en matière de politique de population : les poli-

(5) Conseil d'Aide Économique Mutuelle, ou COMECON selon le sigle anglais.

tiques familiales constituent une des originalités des pays d'Europe de l'Est, et si elles ne semblent pas être remises en cause dans leur principe pour le moment (certains spécialistes estimant même que leur caractère nataliste pourrait être accentué), on peut toutefois se demander si leur financement pourra être assuré, dans le difficile contexte économique actuel (A. Klinger, *Les politiques familiales en Europe de l'Est*). En ce qui concerne la législation relative à l'avortement, des dispositions libéralisant la procédure ont été prises récemment en Hongrie (mais l'avortement y est plus cher), Bulgarie, Roumanie ou Tchécoslovaquie, tandis qu'en Pologne (où une loi restrictive est en préparation) et dans la partie est de l'Allemagne le statut de l'avortement demeure incertain. Enfin, la diffusion de la contraception moderne (pilule et stérilet) dépendra en particulier des capacités de production (actuellement, seule la Hongrie produit des pilules), et d'importation (C. Blayo, *Les modes de prévention des naissances en Europe de l'Est*).

— l'**évolution des structures familiales** : le maintien de la nuptialité en Europe de l'Est ne signifie pas que le mariage y soit moins fragile qu'à l'Ouest. La fréquence des divorces, notamment en Allemagne de l'Est, en Hongrie et en Tchécoslovaquie (environ un mariage sur trois) en témoigne. Cette fragilité va-t-elle susciter un développement de la cohabitation et des naissances hors mariage ? Et les changements institutionnels évoqués ci-dessus auront-ils un effet sur la fécondité ?

— Enfin, l'**évolution de la mortalité** constituera sans doute une épreuve de vérité pour les responsables de la Santé, car en ce domaine il existe une véritable *norme européenne*, définie actuellement par un taux de mortalité infantile inférieur à 8 pour mille, et une vie moyenne supérieure à 70 ans pour les hommes et 77 ans pour les femmes.

L'évolution de la natalité et de la mortalité depuis la fin de 1989 apporte peu d'indications sur ces éventuels changements. Dans la plupart des pays les indicateurs disponibles (essentiellement les nombres de décès et de naissances en 1990) s'inscrivent dans le prolongement des tendances antérieures. Les conséquences démographiques d'un des bouleversements politiques majeurs de l'histoire contemporaine demeurent pour l'instant modestes, à l'exception des migrations des années 1989-1990. Tout au plus peut-on déceler en Bulgarie une faible baisse de la natalité, sans doute consécutive, pour une part, à l'émigration des Bulgares d'origine turque, et en Pologne une stagnation dans la baisse de la mortalité infantile. A signaler également une baisse sensible du nombre de naissances dans la partie Est de l'Allemagne, due vraisemblablement à l'émigration vers l'ouest, car pour l'ensemble de l'Allemagne on observe une hausse de la natalité en 1990 (un peu plus de 25 000 naissances), intervenant essentiellement durant les mois d'août à novembre 1990 (soit de 10 à 12 mois après la chute du mur de Berlin).

Dès à présent de nombreuses questions, suscitées par la succession des événements en Europe Centrale, dans les Balkans et en Union Soviétique, sont posées aux démographes. La démographie peut en effet apporter une contribution non seulement aux débats scientifiques sur l'histoire de l'Europe, la réapparition de zones d'influences (par exemple, la *Mittleuropa*), l'alternance des influences qui s'exercent sur l'Europe centrale, mais aussi aux débats politiques les plus actuels :

débats sur l'évaluation de quarante-cinq ans de socialisme, sur les atouts et les handicaps des pays d'Europe centrale et des Balkans dans leur effort d'alignement économique et social, par rapport aux pays occidentaux, débats enfin, les plus brûlants, nés de la résurgence des nationalismes. Dans les situations de crise, les efforts d'observation et d'analyse scientifique peuvent aider à définir des solutions.

Alain MONNIER

	Superficie 1 000 km ²	Pop. moyenne (milliers)	Pop. de 65 ans ou +	Naissances (milliers)	Décès (milliers)	Taux brut (pour 1 000 hab.)		Indicateur conjuncturel de fécondité (enf./femme)	Taux de mortalité infantile (p. 1 000 naissances)	Vie moyenne vers 1989 (en années)	
						natalité	mortalité			SM	SF
						1990	1990				
Europe du nord											
Danemark	43,1	5 141,0	15,4	63,5	61,0	12,4	11,9	1,67	8,4 (a)	72,0	77,7
Finlande	338,1	4 982,0	13,0	65,8	50,3	13,2	11,9	1,80	5,8 (a)	70,7	78,7
Irlande	68,9	3 505,3	11,0	53,0	31,8	15,1	9,1	2,18	8,2	71,0	77,0
Islande	103,0	255,0	10,5	4,8	1,7	18,7	6,7	2,31	4,0	75,0	80,1
Norvège	323,9	4 241,5	16,2	60,9	45,4	14,4	10,7	1,88 (a)	7,8 (a)	73,1	79,6
Royaume-Uni	244,1	57 444,5	15,5	798,7	641,8	13,9	11,2	1,85	7,9	72,2	77,9
Suède	450,0	8 558,8	17,8	123,9	95,1	14,5	11,1	2,14	5,6	74,8	80,6
Europe de l'ouest											
Allemagne	356,9	79 880,0	14,9	899,3	906,3	11,3	11,3	1,46	7,5 (a)		
— Ouest	248,6	63 230,0	15,4	724,6	705,3	11,5	11,2	1,48	7,5 (a)	72,6	79,0
— Est	108,3	16 650,0	13,3	174,7	201,0	10,5	12,1	1,41	7,5 (a)	69,8	75,9
Autriche	83,9	7 725,7	15,1	90,5	83,0	11,7	10,7	1,46	7,8	72,1	78,8
Belgique	30,5	9 962,3	14,4	123,7	104,8	12,4	10,5	1,62	8,0	72,4	79,0
France	544,0	56 419,7	13,6	762,0	529,0	13,5	9,4	1,80	7,2	72,4	80,6
Luxembourg	2,6	379,5	13,3	4,9	3,8	12,9	10,0	1,61	9,9 (a)	70,6 (b)	77,9 (b)
Pays-Bas	41,9	14 951,1	12,5	197,9	128,8	13,2	8,6	1,62	7,1	73,7	80,2
Suisse	41,3	6 712,2	14,6	83,9	63,5	12,5	9,5	1,56 (a)	7,3 (a)	74,0	80,9
Europe de l'est											
Bulgarie	110,9	8 965,0	12,8	104,2	107,7	11,7	12,1	1,74	14,8	68,2	74,4
Hongrie	93,0	10 365,5	13,1	122,3	141,8	11,8	13,7	1,77	14,8	65,4	73,8
Pologne	312,7	38 109,0	9,6	546,1	388,4	14,3	10,2	2,04	15,9	66,8	75,2
Roumanie	237,5	23 200,0	10,1	314,7	274,1	13,6	10,7	2,20 (a)	26,9	66,5	72,4
Tchécoslovaquie	127,9	15 656,5	11,6	210,5	183,7	13,4	11,7	1,85 (a)	11,3	67,6	75,1
— Rép. Tchèque	78,9	10 363,8 (a)	12,3	128,4 (a)	127,7 (a)	12,4 (a)	12,3 (a)	1,80	10,0 (a)	68,1	75,3
— Rép. Slovaque	49,0	5 275,5 (a)	10,1	80,1 (a)	53,9 (a)	15,2 (a)	10,2 (a)	2,00 (a)	13,5 (a)	67,1	75,5
Europe du sud											
Albanie	28,7	3 250,0	5,3	78,9 (a)	18,2 (a)	24,7 (a)	5,7 (a)	2,96 (a)	30,8 (a)	69,6	75,5
Espagne	507,8	38 959,3	12,7	399,3	334,6	10,2	8,6	1,33	7,6	73,2 (b)	79,8 (b)
Grèce	132,0	10 123,0	13,6	100,0	93,5	9,9	9,2	1,45	10,0	72,6 (b)	77,6 (b)
Italie	301,3	57 657,8	13,7	563,0	536,7	9,8	9,3	1,27	8,6	73,2	79,7
Malte	0,3	354,0	10,4	5,4	2,7	15,2	7,7	2,03	11,3	72,5	77,0
Portugal	92,0	10 364,2	12,6	116,4	103,1	11,2	9,9	1,43	11,0	70,9	77,9
Yougoslavie	255,8	23 809,0	9,3	333,7	213,8	14,0	9,0	1,88 (a)	20,2	68,7	74,5
— Bosnie-Herzégovine	51,1	4 480,8 (a)	6,4	66,8 (a)	30,4 (a)	14,9 (a)	6,8 (a)	1,70 (a)	18,4 (a)	69,2	74,6
— Croatie	56,5	4 685,0 (a)	11,5	55,7 (a)	52,6 (a)	11,9 (a)	11,2 (a)	1,67 (a)	11,7 (a)	68,0	75,6
— Macédoine	25,7	2 110,4 (a)	7,1	35,9 (a)	14,6 (a)	17,0 (a)	6,9 (a)	2,09 (a)	36,7 (a)	69,7	73,5
— Monténégro	13,8	638,5 (a)	8,5	9,6 (a)	3,8 (a)	15,1 (a)	6,0 (a)	1,84 (a)	15,5 (a)	73,1	78,2
— Serbie	88,4	9 832,6 (a)	9,5	144,9 (a)	95,4 (a)	14,7 (a)	9,7 (a)	2,09 (a)	30,2 (a)	68,5	73,6
• Serbie	56,0	5 842,2 (a)	10,7	68,2 (a)	60,1 (a)	11,7 (a)	10,3 (a)	1,75 (a)	18,7 (a)	69,9	74,8
• Kosovo	10,9	1 938,8 (a)	4,6	53,7 (a)	10,2 (a)	27,7 (a)	5,3 (a)	3,63 (a)	51,2 (a)	68,8	73,3
• Voïvodine	21,5	2 051,5 (a)	11,4	23,0 (a)	25,2 (a)	11,2 (a)	12,3 (a)	1,68 (a)	15,3 (a)	67,4	74,2
— Slovincie	20,3	1 948,1 (a)	10,7	23,4 (a)	18,7 (a)	12,0 (a)	9,6 (a)	1,64 (a)	8,1 (a)	68,8	76,7
Union Soviétique	22 403,0	288 624,0 (c)	8,9	5 062,2 (a)	2 874,5 (a)	17,5 (a)	10,0 (a)	2,34 (a)	23,0 (a)	64,6	74,0
— Russie	17 075,4	148 041,0 (c)	9,6	2 160,6 (a)	1 583,7 (a)	14,6 (a)	10,7 (a)	2,02 (a)	17,8 (a)	64,2	74,5
— Estonie	45,1	1 583,0 (c)	11,4	24,3 (a)	18,6 (a)	15,4 (a)	11,7 (a)	2,22 (a)	14,7 (a)	65,8	75,0
— Lituanie	64,5	3 723,0 (c)	10,6	55,8 (a)	38,2 (a)	15,1 (a)	10,3 (a)	1,98 (a)	10,7 (a)	66,9	76,3
— Lettonie	65,2	2 687,0 (c)	11,8	38,9 (a)	32,6 (a)	14,5 (a)	12,1 (a)	2,05 (a)	11,1 (a)	65,3	75,2
— Biélorussie	207,6	10 259,0 (c)	10,4	153,5 (a)	103,5 (a)	15,0 (a)	10,1 (a)	2,03 (a)	11,8 (a)	66,8	76,4
— Ukraine	603,7	51 839,0 (c)	11,7	691,0 (a)	600,6 (a)	13,3 (a)	11,6 (a)	1,93 (a)	13,0 (a)	66,1	75,2
— Moldavie	33,7	4 362,0 (c)	8,1	82,2 (a)	40,1 (a)	18,9 (a)	9,2 (a)	2,50 (a)	20,4 (a)	65,5	72,3
— Géorgie	69,7	5 456,0 (c)	8,8	91,1 (a)	47,1 (a)	16,7 (a)	8,6 (a)	2,14 (a)	19,6 (a)	68,1	75,7
— Arménie	29,8	3 293,0 (c)	5,2	75,3 (a)	20,9 (a)	21,6 (a)	6,0 (a)	2,61 (a)	20,4 (a)	69,0	74,7
— Azerbaïdjan	86,6	7 131,0 (c)	4,8	181,6 (a)	44,0 (a)	26,4 (a)	6,4 (a)	2,76 (a)	26,2 (a)	66,6	74,2
— Kazakhstan	2 717,3	16 691,0 (c)	5,6	382,3 (a)	126,4 (a)	23,0 (a)	7,6 (a)	2,81 (a)	25,9 (a)	63,9	73,1
— Turkménistan	488,1	3 622,0 (c)	3,7	125,0 (a)	27,6 (a)	35,0 (a)	7,7 (a)	4,27 (a)	54,7 (a)	61,8	68,4
— Ouzbékistan	447,4	20 322,0 (c)	4,1	668,8 (a)	126,9 (a)	33,3 (a)	6,3 (a)	4,02 (a)	37,7 (a)	66,0	72,1
— Tadjikistan	143,1	5 248,0 (c)	3,8	200,4 (a)	33,4 (a)	38,7 (a)	6,5 (a)	5,08 (a)	43,2 (a)	66,8	71,7
— Kirghistan	198,5	4 367,0 (c)	5,0	131,5 (a)	31,2 (a)	30,4 (a)	7,2 (a)	3,80 (a)	32,2 (a)	64,3	72,4
Turquie	779,5	58 687,0	4,1	1 622,0 (a)	419,0 (a)	28,6 (a)	7,4 (a)	3,65 (a)	62,3 (a)	64,0	69,0
Europe des Douze											
Etats-Unis	2 365,1	344 787,5	14,0	4 081,7	3 475,2	11,8	10,1	1,58 (a)	8,1 (a)	72,7	79,1
Japon	377,8	123 427,0	11,6	1 240,0	824,0	10,0	6,7	1,57 (a)	4,6 (a)	75,6	81,4

Ces données sont relatives aux Etats dans leurs frontières au 31 décembre 1990. a : 1989. b : 1986. c : 1^{er} janvier 1990. d : 1987.

Directeur-Gérant : Gérard Calot. — C.P. n° 1343 ADEP.
Rédacteur en chef : Michel Louis Lévy. — D.L. 4^e trim. 1991.
Édité par l'I.N.E.D. : 27, rue du Commandeur, 75675 Paris,
Cedex 14. — CCP Paris 9061-56 H. — Imp. : Bayard-Presses.

Le numéro France : F 4,70
Abonnement 1 an France : F 46,00 Etranger : F 69,00
Abonnement 2 ans France : F 85,00 Etranger : F 120,00
Abonnement 3 ans France : F 115,00 Etranger : F 163,00